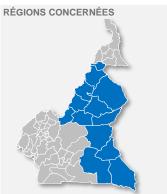
Ces tableaux de bord présentent des informations sur la situation et l'action humanitaire par région, conformément au plan de réponse à la situation des réfugiés centrafricains en 2018



ATIONS HÔTES **AFFECTÉES RÉFUGIÉS PAR REGION EST** 161,404 **ADAMAOUA** 56,184 NORD 21,197

LES AXES DE LA REPONSE AUX BESOINS DES REFUGIES CENTRAFRICAINS

Protection Internationale

Fournir la protection international aux réfugiés, particulièrement en matière de documentation, protection de l'enfance ainsi que la prévention et réponse aux violences basées sur le genre et atteindre les standards internationaux multisectoriels dans l'assistance humanitaire.

Appui aux services sociaux de base

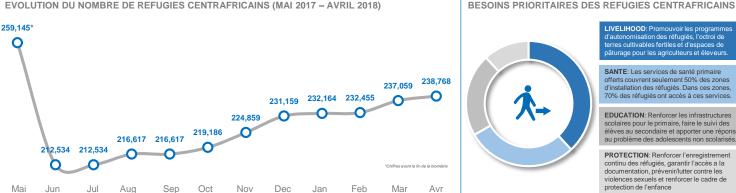
Renforcer l'appui aux services sociaux de base par la construction et la réhabilitation des infrastructures communautaires comme des points d'eau et latrines, des salles de classes, des centres sanitaires dans les zones d'accueil de réfugiés.

Promotion des moyens de subsistance

Accroitre les projets d'autonomisation en faveur des réfugiés et populations hôtes afin de diminuer la dépendance à l'aide humanitaire et favoriser l'intégration socioéconomique en attendant un éventuel retour volontaire des réfugiés dans leur pays d'origine, dès que les conditions le permettent.

Appui aux institutions

Apporter un soutien institutionnel aux structures étatiques nationales, régionales et locales pour une meilleure prise en charge des réfugiés et populations hôtes sur le long terme à travers toutes les composantes multisectorielles.





LIVELIHOOD: Promouvoir les programmes d'autonomisation des réfugiés, l'octroi de pâturage pour les agriculteurs et éleveurs.

SANTE: Les services de santé primaire offerts couvrent seulement 50% des zones d'installation des réfugiés. Dans ces zones, 70% des réfugiés ont accès à ces services.

EDUCATION: Renforcer les infrastructures scolaires pour le primaire, faire le suivi des élèves au secondaire et apporter une réponse au problème des adolescents non scolarisés

PROTECTION: Renforcer l'enregistrement continu des réfugiés, garantir l'accès a la documentation, prévenir/lutter contre les violences sexuels et renforcer le cadre de protection de l'enfance





Enseignement primaire



Enregistrement des naissances

santé primaire





Santé

50% de couvertal de 2000 de couvertal de 2000 de couvertal de 2000 de couvertal de 2000 de 200

des réfugiés en services de

REPONSE PAR SECTEUR



BRIS & NFI



EDUCATION

38.500

130,000



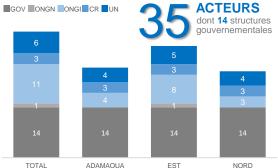


LIVELIHOODS





NOMBRE D'ORGANISATIONS PAR TYPE



Organisations par secteur



NIVEAU DE FINANCEMENT



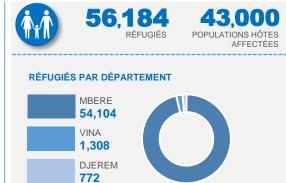




Les activités d'autonomisation ont été développées depuis 2014 par le HCR et ses partenaires mais à petite échelle faute de ressources financières suffisantes ce qui fait que les gaps restent importants.

Acteurs impliqués dans la réponse aux besoins des réfugiés centrafricains:





BESOINS PRIORITAIRES



L'analyse des résultats de la dernière enquête SENS réalisée chez les réfugiés vivant hors sites, montre une situation nutritionnelle proche du seuil d'alerte pour l'ensemble des trois régions.

Les données révèlent une situation alarmante chez les anciens réfugiés avec un taux de malnutrition aigüe modérée (MAG) de 11.8% pour la région de l'Adamaoua. La malnutrition aigüe sévère (MAS) a atteint le seuil d'urgence avec taux de 2%. La prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les femmes en âge de procréer est au-dessus de 14% et la malnutrition chronique chez les enfants (6 à 59 mois) a atteint le seuil critique (prévalence supérieure à 40%).

A cela s'ajoute d'autres facteurs pouvant avoir un impact négatif sur la situation nutritionnelle actuelle tels que: l'accès limité aux soins pour les réfugiés, la diminution de l'assistance alimentaire, l'arrêt de la supplémentation nutritionnelle des femmes enceintes et femmes allaitantes, l'arrêt de la prise en charge de la malnutrition modérée.



Education: sortie des ETAPEs

En raison de la réduction drastique des financements il est envisagé la fermeture des ETAPEs à la prochaine rentrée scolaire. Une réponse urgente en ressources humaines et financières est nécessaire pour accroitre les capacités d'absorption des écoles primaires publiques voisines des sites aménagés de Ngam et Borgop dans la région de l'Adamaoua en vue de permettre la continuité de l'éducation d'au moins 5907 enfants à la prochaine rentrée scolaire de septembre 2018.

En effet depuis 2014, 2516 enfants réfugiés du niveau 1 du Primaire (SIL et CEP) des sites aménagés de Ngam et Borgop dans l'Adamaoua sont pris en charge dans les Espaces Temporaires d'Apprentissage et de Protection de l'Enfance financés par UNICEF. A partir du niveau 2, les enfants sont transférés dans les écoles primaires publiques voisines des sites. Les écoles publiques actuelles n'ont pas la capacité d'absorber tous les enfants réfugiés résidents dans ces sites aménagés malgré les efforts de renforcement de capacités déjà fournis par le HCR, l'UNICEF et le MINEDUB dans la construction des infrastructures additionnelles et la prise en charge des enseignants.

EVOLUTION DU NOMBRE DE REFUGIES (MAI 2017 - AVRIL 2018) 71,506*



EN BREF



70% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre; la plupart des réfugiés sont sans emploi ou ont un emploi précaire.

Abris familiaux

47% des ménages des sites aménagés vivent dans des abris familiaux transitionnels. Les autres sont encore dans des abris d'urgence.

Moyens de subsistance



14% des réfugiés adultes vivant dans les sites aménagés ont leur propre affaire ou travaillant comme indépendants.

Eau, Hygiène et Assainissement



16 litres d'eau potable disponible en moyenne par personne et par jour dans les sites



57% des réfugiés hors sites aménagés ont accès à l'eau.



15% des réfugiés hors sites ont accès à l'assainissement de

REPONSE PAR SECTEUR



BRIS & NFI



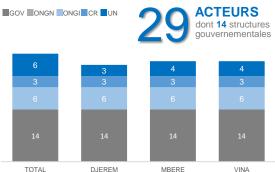




LIVELIHOODS

Cibles tirées des chiffres de planification HNO/HRP 2018

NOMBRE D'ORGANISATIONS PAR TYPE



Organisations par secteur



Acteurs humanitaires par département





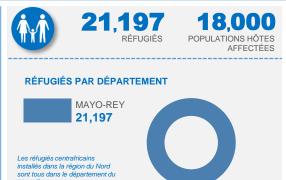
Acteurs impliqués dans la réponse aux besoins des réfugiés centrafricains dans la région de l'Adamaoua ADES, AIRD, CICR, CRC, CRS, FICR, DRC, IMC, LWF, MINADER, MINAS, MINAT, MINEDUB, MINEE, MINEFOP, MINEPDED, MINEPIA, MINESEC, MINFOF, MINJUSTICE, MINJEC, MINPROF, MINSANTE, ONUFEMME, PAM, PLAN, PUI, UNHOR, UNICEF

EDUCATION

10.700

33.500





BESOINS PRIORITAIRES



La prise en charge médicale spécialisée n'est pas disponible pour la plupart des pathologies dont souffrent les personnes âgées et elles ont des difficultés à se déplacer vers les services disponibles. L'insuffisance et l'éloignement des structures spécialisées de prise en charge des personnes à besoins spécifiques (BPS) constituent un défi majeur.



Il n'y a pas d'obstacles formels pour les enfants réfugiés à avoir accès au système éducatif camerounais, en dehors des capacités limitées de celui-ci en termes de nombre d'enseignants et d'infrastructures. Il existe cependant un réel besoin de programmes accélérés et ciblés pour les enfants non scolarisés âgés de 9 à 13 et de formation professionnelle en faveur des adolescents de 14 à 17 ans qui ne sont jamais allés à l'école.



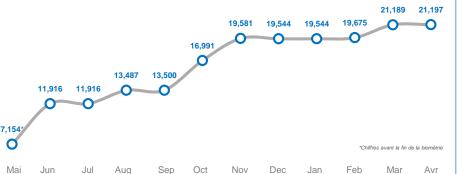
La lenteur administrative dans la procédure d'établissement des actes de naissance et l'éloignement des centres d'état civil sont des facteurs du faible taux d'enregistrement des naissances. L'Etat camerounais délivre des actes de naissance aux enfants réfugiés nés sur le territoire camerounais. L'accès à ce document reste limite principalement à cause de l'insuffisance des registres et du personnel d'état civil, du peu d'engouement des parents et de l'éloignement des centres d'état civil.



accès aux opportunités d'autonomisation

La majorité des réfugiés centrafricains a un profil d'agro-pasteur mais ne parvient pas a s'autonomiser du fait de l'accès insuffisant aux instants agricoles et l'encadrement technique nécessaire. L'appui aux activités génératrices de revenus butte sur l'insuffisance des ressources financières.

EVOLUTION DU NOMBRE DE REFUGIES (MAI 2017 - AVRIL 2018)



EN BREF



consommation alimentaire pauvre; la plupart des réfugiés sont sans emploi ou ont un emploi précaire.

NOMBRE D'ORGANISATIONS PAR TYPE

Abris familiaux

1.000 kits d'abris transitionnels 15% des réfugiés adultes ont ont été distribués afin d'améliorer leur propre affaire ou travaillant comme indépendants. les conditions de logement des réfugiés.

Moyens de subsistance Eau, Hygiène et Assainissement



65% des réfugiés ont accès à l'eau potable.



15% des réfugiés hors sites ont accès à l'assainissement de

REPONSE PAR SECTEUR



BRIS & NFI



LIVELIHOODS

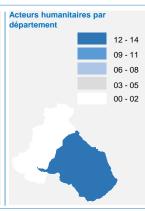
ble:2.000













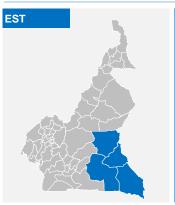


Cibles tirées des chiffres de planification HNO/HRP 2018

Acteurs impliqués dans la réponse aux besoins des réfugiés centrafricains dans la région du Nord ADES, AIRD, CRC, FICR, IMC, LWF, MINADER, MINAS, MINAT, MINEDUB, MINEE, MINJEC, MINEFOP, MINEPDED, MINEPDE

EDUCATION

.900 Cible:19.000



POPULATIONS HÔTES **AFFECTÉES** RÉFUGIÉS PAR DÉPARTEMENT LOM-ET-DJEREM 83,710 KADEY 72,540 BOMBA-ET-NGOKO

BESOINS PRIORITAIRES



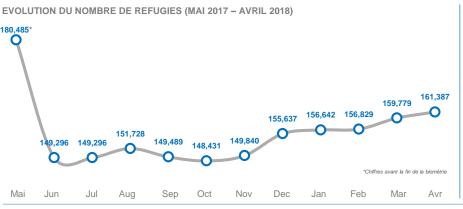
L'analyse des résultats de la dernière enquête SENS réalisée chez les réfugiés vivant hors sites, montre une situation nutritionnelle proche du seuil d'alerte pour l'ensemble

Les données révèlent une situation alarmante chez les anciens réfugiés avec un malnutrition aigüe modérée (MAG) de 12.7% pour la région de l'Est. La malnutrition aigüe sévère (MAS) a atteint le seuil d'urgence avec un taux de 1.8%. La prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les femmes en âge de procréer est au-dessus de 14% et la malnutrition chronique chez les enfants (6 à 59 mois) a atteint le seuil critique (prévalence supérieure à 40%). A cela s'ajoute d'autres facteurs pouvant avoir un impact négatif sur la situation nutritionnelle actuelle tels que: l'accès limité aux soins pour les réfugiés, la diminution de l'assistance alimentaire, l'arrêt de la supplémentation nutritionnelle des femmes enceintes et femmes allaitantes, l'arrêt de la prise en charge de la malnutrition modérée.



Education: sortie des ETAPEs

En raison de la réduction drastique des financements il est envisagé la fermeture des ETAPEs à la prochaine rentrée scolaire. Une réponse urgente en ressources humaines et financières est nécessaire pour accroitre les capacités d'absorption des écoles primaires publiques voisines des sites aménagés de Gado, Timangolo, Mbile et Lolo dans la région de l'Est en vue de permettre la continuité de l'éducation d'au moins 19770 enfants à la prochaine rentrée scolaire de septembre 2018. En effet depuis 2014, 2516 enfants réfugiés du niveau 1 du Primaire (SIL et CEP) des sites aménagés de Gado, Timangolo, Mbile et Lolo dans l'Est sont pris en charge dans les Espaces Temporaires d'Apprentissage et de Protection de l'Enfance financés par UNICEF. A partir du niveau 2, les enfants sont transférés dans les écoles primaires publiques voisines des sites. Les écoles publiques actuelles n'ont pas la capacité d'absorber tous les enfants réfugiés résidents dans ces sites aménagés malgré les efforts de renforcement de capacités déjà fournis par le HCR, l'UNICEF et le MINEDUB dans la construction des infrastructures additionnelles et la prise en charge des enseignants.



5.137



70% des ménages ont une consommation alimentaire très pauvre; la plupart des réfugiés sont sans emploi ou ont un emploi précaire.

Abris familiaux

46% des ménages des sites aménagés vivent dans des abris familiaux transitionnels. Les indépendants. autres sont encore dans des abris d'urgence.



14% des réfugiés adultes vivant dans les sites aménagés ont leur propre affaire ou travaillant comme



15% des réfugiés hors sites ont accès à l'assainissement de hase

Eau, Hygiène et Assainissement



57% des réfugiés hors sites aménagés ont accès à l'eau.



50% de latrines et douches des sites aménagés sont de type d'urgence (en bâches).

REPONSE PAR SECTEUR

EDUCATION

25.900



BRIS & NFI

30.000

265.000



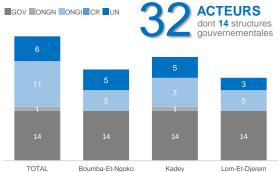
LIVELIHOODS



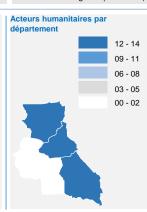




NOMBRE D'ORGANISATIONS PAR TYPE







Acteurs impliqués dans la réponse aux besoins des réfugiés centrafricains dans la région de l'Est AHA, AIRD, ASAD, CICR, CRC, CRS, FICR, IMC, JRS, LWF, MINADER, MINAS, MINAT, MINEDUB, MINEFOP, MINEPDED, MINEPIA, MINJEC, MINESEC, MINFOF, MINJUSTICE, MINPROFF, MINSANTE, OMS, PAM, PLAN, PUI, SI, UNFPA, UNHOR, UNICEF

84.000